

Questions orales

[Traduction]

LA LITUANIE

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, si je ne m'abuse, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré ce matin notre hôte distingué, le premier ministre de la Lituanie.

Faut-il en conclure que le Canada interviendra pour soulager une Lituanie en proie aux tensions?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai effectivement eu, ce matin, des entretiens, de parlementaire à parlementaire, avec le premier ministre de la Lituanie.

Nous avons passé en revue ensemble certains domaines d'activité dans lesquels le Canada pourrait aider les élus de la Lituanie, à partir des services de consultation sur l'établissement de systèmes bancaires et de ministères gouvernementaux jusqu'à la formation de Litvaniens dans nos établissements d'études commerciales, sans compter les discussions sur le commerce que nous avons eues avec la délégation commerciale qui a accompagné le premier ministre lituanien.

J'ai trouvé particulièrement intéressante la réponse du premier ministre de la Lituanie à la proposition que le président Mitterrand et le chancelier Kohl ont faite au cours du week-end. Les Litvaniens ont répondu de façon positive et constructive, mais en indiquant, bien sûr, qu'il faudrait que cette proposition s'accompagne de garanties internationales. J'ai dit au premier ministre lituanien que le Canada ferait le tour des moyens dont il dispose pour obtenir de telles garanties qui permettraient peut-être à la Lituanie de négocier son indépendance dans la paix.

M. David Walker (Winnipeg—Nord—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne aussi la Lituanie.

Au cours des entretiens qu'il a eus ce matin avec le premier ministre, le secrétaire d'État a-t-il eu l'occasion de faire valoir que le Canada considère qu'il s'agit d'un problème international et non pas national intéressant uniquement Moscou et que nous étions disposés à signifier à M. Gorbatchev que nous appuyons un règlement pacifique et l'indépendance éventuelle de la Lituanie?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, cette position a été communiquée il y a quelque temps déjà, notamment par une résolution unanime de la Chambre des communes.

Le problème d'ordre pratique qui se pose actuellement, c'est de savoir comment parvenir à ce résultat de façon à encourager et à maintenir en Union soviétique le vent de réforme que nous approuvons tous.

Le président Mitterrand et le chancelier Kohl ont pris une initiative très importante à laquelle les Litvaniens ont réagi de façon positive. Ces derniers veulent des garanties internationales. Le Canada peut contribuer à cela de diverses façons. Ainsi, nous pourrions consulter certains de nos alliés, ce que nous ferons dans les jours à venir. Une autre façon serait d'accéder à la demande qu'a faite le premier ministre de Lituanie, ce matin, pour que des experts canadiens en droit international soient mis à la disposition des Litvaniens. Nous sommes disposés à envisager cette possibilité.

M. David Walker (Winnipeg—Nord—Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Je suis certain que tous les Canadiens apprécient les mesures qui sont prises ici, mais je voudrais parler d'une en particulier. Étant donné l'engagement pris par le Canada à l'égard des organisations internationales, le ministre estime-t-il que les Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, devraient jouer un rôle pendant ces temps extrêmement incertains pour les Litvaniens, et considère-t-il comme indispensable la présence des organisations internationales?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, on en a discuté ce matin avec le premier ministre de Lituanie. Je lui ai signalé qu'à mon avis une intervention des Nations Unies ou du Conseil de sécurité serait prématurée à ce stade parce que cela risquerait de durcir la position de toutes les parties concernées. Je lui ai dit en outre que j'estimais que l'initiative officielle mais extrêmement efficace prise par le président Mitterrand et le chancelier Kohl devrait entraîner une tentative également officielle mais efficace des pays occidentaux pour fournir le genre de garanties internationales, tout à fait raisonnables, je pense, que recherchait le premier ministre de Lituanie.